



Analyse du discours et réception du pouvoir politique dans *Temps de chien* de Patrice Nganang et *Verre cassé* d'Alain Mabanckou

Réal MONDJO LOUNDOU

Attaché de recherche au Groupe de Recherche sur l'Identité Littéraire Négro-Africaine, du Département de Langues, Littératures et Communication appliquées (IRSH-CENAREST), Gabon
realloundoumondjo@gmail.com

Résumé : L'article étudie par l'analyse, l'inscription du discours politique et ses effets communicationnels dans le texte littéraire et, en l'occurrence, le roman africain francophone à l'instar de celui de Patrice Nganang et Alain Mabanckou. Le discours, en tant qu'instant et moment de communication, s'articule autour d'une stratégie discursive et rhétorique qui repose sur l'argumentation, la confrontation des idées et dont l'intention au bout du compte est d'accroître l'adhésion de l'interlocuteur aux arguments développés par les acteurs politiques, toutes tendances confondues et dont les idées se confrontent. Un discours de rupture qui, chez l'écrivain d'origine congolaise, montre comment les acteurs politiques d'un même bord et d'une même équipe gouvernementale peuvent-ils parvenir à une forme de dissidence. L'étude évalue également de quelle manière l'opinion publique chez l'écrivain camerounais accueille-t-elle au sein des quartiers dits populaires et des plus défavorisés, la pratique usuelle du pouvoir politique tel qu'il s'exerce dans cet ouvrage. Elle pose le problème de la mauvaise gouvernance qui caractérise l'état africain francophone subsaharien et notamment le Cameroun à ce jour, tout en envisageant pour les populations des quartiers sous-intégrés des grandes villes au sud du Sahara, un éveil de conscience.

Mots-clés : discours-politique-gouvernance-population-dirigeants.

Analysis of the discourse and reception of political power in *Temps de chien* by Patrice Nganang and *Broken Glass* by Alain Mabanckou

Abstract: The article studies through analysis, the inclusion of political discourse and its communicational effects in the literary text and, in this case, the French-speaking African novel like that of Patrice Nganang and Alain Mabanckou. Speech, as an instant and moment of communication, revolves around a discussion and rhetorical strategy which is based on argumentation, the confrontation of ideas and whose ultimate intention is to increase the adherence of the interlocutor to the arguments developed by the political actors, all tendencies taken together and whose ideas are confronted. A speech of rupture which, in the writer of Congolese origin, shows how political actors of the same side and of the same government team can achieve a form of dissidence. The study also assesses how public opinion in the Cameroonian writer welcomes, within the so-called popular and most disadvantaged neighborhoods, the usual practice of political power as it is exercised in this work. It raises the problem of poor governance that characterizes the French-speaking sub-Saharan African state and in particular Cameroon to date, while

considering for the populations of the under-integrated neighborhoods of the large cities south of the Sahara, an awakening of conscience.

Keywords: discourse-politics-governance-population-leaders

Introduction

Poser le problème de l'analyse du discours et de la réception du pouvoir politique dans *Temps de chien* de Patrice Nganang et *Verre cassé* d'Alain Mabanckou, nous exige d'entrée de jeu à préciser ici, que nous ne nous inscrivons nullement dans le champ de la théorie du discours Maingueneau (2014, p.27), mais dans celui de l'analyse du discours. Deux domaines dont les procédures ne sont pas toujours similaires et ne poursuivent pas *a priori* les mêmes objectifs. Nous nous alignons de ce fait à la suite de Maingueneau pour qui, l'analyse du discours étudie à l'aide de diverses méthodes des corpus. Pour le spécialiste français, l'on distingue deux tendances majeures dans l'analyse du discours. En ce qui concerne la première, l'analyse du discours représente un certain nombre d'éléments à l'intérieur d'un grand nombre de "méthodes qualitatives" Maingueneau (2014, p.27-28) "des sciences humaines et sociales" « ces chercheurs travaillent à l'intérieur des cadres qui ont été définis par la discipline à laquelle ils appartiennent : sociologie, histoire, sciences politique, géographie... Ils appréhendent le discours comme offrant des indices qui permettent au chercheur d'accéder à des "réalités" hors du langage » (Maingueneau, 2014, p.28). Cette tendance paraît s'opposer à l'hypothèse de "l'analyse de contenu". Ce qui conduit M. Pêcheux à s'inscrire contre le fait « d'accéder au sens d'un segment de texte, en traversant sa structure linguistique » (Pêcheux, 1969, p.4). Il semble être rejoint dans son propos par Fairclough qui pense que « l'analyse de contenu » a « tendance à considérer le langage transparent, [...] à croire que le contenu social des données linguistiques peut être lu sans prêter attention au langage proprement dit » (Fairclough, 1992/2001, p.20). La deuxième tendance à la suite de laquelle ce travail se revendique, regroupe les analystes du discours dont il est possible d'identifier comme (canonique), ceux qui portent attention à la façon dont, à l'intérieur d'une société précise, l'organisation sociale s'élabore par le biais de la communication ; « ils s'efforcent de maintenir la réflexion sur le fonctionnement du discours et la compréhension de phénomènes d'ordre sociohistorique ou psychologique » (Maingueneau, 2014, p.28). La majorité des chercheurs sont fortement enracinés dans "les sciences du langage". « Leur recherche peut viser à éclairer une question strictement discursive (sur la définition ou la typologie des genres de discours la pertinence de telle méthode, etc.) mais elle peut aussi avoir la volonté de répondre à des problèmes sociaux (en particulier d'ordre éducatif, politique, sanitaire) ou de questionner d'autres champs de savoir » (Maingueneau, 2014, pp.28-29). Pourtant dans cette étude,

L'analyse du discours fait appel à l'argumentation¹ du discours politique (Amossy, 2000, pp.27-29) avec en appendice la réception critique du pouvoir. Dès cet instant, comment le discours politique figure-t-il en tant que texte dans ces romans ? Comment est-il énoncé d'un point de vue de la communication politique ? Quelle est sa force de persuasion ? Comment le pouvoir politique tel qu'il s'exerce, est-il reçu au sein de la classe politique et dans l'opinion publique ? Dans notre propos, nous analyserons d'abord le discours politique Chez Mabanckou, en relevant le fait qu'il se construit autour d'une argumentation dont l'objectif est de convaincre l'auditoire. Ensuite, nous observerons que chez Nganang la réception critique du pouvoir politique est régit par l'éveil de conscience d'une opinion publique qui se caractérise par l'expression de la satire du pouvoir.

1. Pour une analyse du discours politique dans *Verre cassé*

Nous entendons dans les lignes ci-dessous, analyser le discours politique tel qu'il figure en tant que texte dans le roman d'Alain Mabanckou. Un discours critique contre une équipe gouvernementale dont la gestion des affaires publiques est sujet à caution. Pourtant, le président de la République s'attèlera à retourner cette situation en sa faveur, par le truchement d'une appropriation du discours de rupture du ministre de l'Agriculture à des fins purement politiques et dans le but de se faire bonne presse tout en redorant son blason auprès de l'opinion. Le discours tel qu'il s'élabore dans les lignes qui suivent, semble reposer sur une argumentation sous fond de divergence d'opinion. Or, selon R. Amossy, il y a argumentation : Quand une prise de position, un point de vue, une façon de percevoir le monde s'exprime sous fond de positions et de visions antagonistes ou tout simplement divergentes, en tentant de prévaloir ou de se faire admettre. Ainsi il ne peut y avoir de dimension argumentative des discours en dehors d'une situation où deux opinions au moins sont envisageables. (Amossy, 2000, p.26)

1.1. *Entre discours virulent et critiques acerbes*

Aborder la question de L'analyse du discours à travers la communication et la réception du discours politique, revient à notre sens, à poser la problématique de la stratégie discussive et rhétorique du texte ou du discours politique, tel qu'il figure et est inscrit à l'intérieur de la fiction romanesque d'une part. D'autre part, à voir de quelle manière l'opinion publique reçoit ou perçoit

¹ L'argumentation consiste donc dans « les moyens verbaux qu'une instance de locution met en œuvre pour agir sur ses allocutaires en tentant de les faire adhérer à une thèse, de modifier ou de renforcer les représentations qu'elle leur prête, ou simplement d'orienter leur réflexion sur un problème donné » tout « en se refusant à trancher »

ce discours politique. Toute l'importance du point de vue de la première inflexion, de la posture éthique, identitaire, politique et culturel de l'individu qui s'attelle à soutenir à sa façon, avec force et argument, un positionnement idéologique et donc éthique, une opinion politique.

Cela nous permet comme l'affirme Justin Kalulu Bisanswa, « d'ouvrir le texte en de multiples embranchements et de ramification diégétiques renvoyant à une multiplicité de savoirs (philosophique, religieux, littéraire, pictural, musical, architectural, sociologique, politique), etc. » (K. Bisanswa, 2006, p.101.) Le fait est qu'en matière du discours politique comme il importe de le montrer, tout se joue à la force de l'argument, suivant un véritable débat d'idées qui se confrontent et s'opposent par-dessus tout. L'instant crucial de cette analyse se situe au-delà d'une simple représentation perceptible, graphique ou plastique des marqueurs politiques abstraits ou concrets car selon Pirssens : Parler des savoirs du texte [...] ne se ramène donc pas à simplement repérer l'emprunte univoque et exclusive de telle ou telle "science" ou doctrine identifiable, dont il suffirait de désigner la marque sur le récit ou le poème, demeurés passifs. L'écriture est au contraire perçue ici à son tour comme le ferrement d'une crise des savoirs qu'elle mobilise. (Pirssens, 1990, p.13.)

De cette assertion, il convient de noter qu'il ne s'agira pas, dans notre démarche, de procéder à un simple prélèvement, mais nous envisagerons véritablement une analyse. Celle-ci nous permettra d'entrevoir une crise. Dans l'œuvre d'Alain Mabanckou qui nous servira de curseur, nous verront comment le débat politique se joue à travers le discours. C'est par le truchement du ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Petites et Moyennes entreprises, Albert Zou Loukia que nous allons nous appuyer pour asseoir notre analyse lorsqu'on sait que : Le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Petites et Moyennes entreprises, Albert Zou Loukia, a élevé la voix, il a fait une intervention mémorable, une intervention qui est restée ici comme un des plus beaux discours politique de tous les temps, le ministre Zou Loukia a dit à plusieurs reprises "j'accuse", et le monde était médusé que dans la rue, pour un oui ou pour un non, pour une petite dispute ou pour une injustice mineur, on disait "j'accuse", et même le chef du gouvernement a dit à son porte-parole que le ministre de l'Agriculture parlait bien, que sa formule très populaire de "j'accuse" resterait dans la postérité, et le premier ministre a promis qu'au prochain remaniement on confierait au ministre de l'Agriculture le portefeuille de la culture Mabanckou (2005, pp.17-18)

L'exercice auquel nous voulons nous livrer consiste en une analyse d'élément sur le plan du fond et de la forme du texte écrit tel qu'il a été lu par le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Petites et Moyennes entreprises. Cela revient pour nous de s'inscrire à la suite Mwatha Musandji Ngalasso pour qui « les mots et les énoncés ne seront donc pas étudiés pour eux-mêmes mais

dans le but de comprendre la manière dont l'orateur s'y inscrit en tant qu'énonciateur » (M. M. Ngalasso, 2008, p.301). Deux moments à notre sens ponctuent ce texte. D'une part, la désolidarisation et la rupture d'avec les membres du conseil, d'autre part, le soutien invétéré presque spontané à l'Escargot entêté. Nous allons donc procéder à une analyse de ce texte par coupure et par séquence en partant du discours énoncé à l'analyse que nous proposons : Mesdames et Messieurs du conseil, j'accuse, je ne veux pas être le complice d'un climat social aussi moribond que le nôtre, je ne veux pas cautionner cette chasse à l'homme par mon appartenance à ce gouvernement, j'accuse les mesquineries qui s'abattent sur une personne qui n'a fait qu'imprimer un itinéraire à son existence, j'accuse l'insipidité des agissement rétrogrades de ces derniers temps, j'accuse l'incivilité des actes barbares orchestrés par des gens de mauvaise fois, j'accuse les outrages et les défis qui sont devenus monnaie courante dans notre pays, j'accuse la complicité sournoise de tous ceux qui prêtent le bâton aux fauteurs de troubles, j'accuse le mépris de l'homme par l'homme, le manque de tolérance, l'oubli de nos valeurs, la montée de la haine, l'inertie des consciences, les crapauds-brousse d'ici et d'ailleurs Mabanckou (2005, p.18-19)

Ce discours nous situe au cœur d'une rhétorique de la rupture. Le ministre Zou Loukia sans se tenir pour responsable, se désolidarise du gouvernement dont il est pourtant membre à part entière. Ainsi, procède-t-il à une critique acerbe en s'insurgeant contre les pratiques d'une équipe gouvernementale dont la plupart des membres s'illustrent par un comportement abject et des pratiques obsolètes nées d'un âge ancien et qui aubères sur le fonctionnement du pays. Comme stratégie rhétorique, dans ce discours l'on relève d'abord les marques d'une *interpellation* du conseil : « Mesdames et Messieurs du conseil » (trois fois employé dans le discours), ensuite, les marques d'une charge sur le gouvernement : « J'accuse »² (huit fois dans le discours). Constant dans sa prise de position, il refuse d'être coupable de participer à des actes délictueux et condamnables posés par un gouvernement qui a montré ses limites. D'où cette critique sévère, véhémement et publique, placée sous le signe de l'honnêteté, de la sincérité et la vérité sans complaisance aucune. Il revient dans ce discours mémorable un peu plus de treize chefs d'accusation sur le fond et imputables au gouvernement de la République. Dans cette optique, il vitupère incessamment

² Dreyfus (affaire), scandale judiciaire et politique qui divisa l'opinion française de 1894 à 1906 et préluda à la formation du Bloc des gauches et l'Action française. En 1894, Alfred Dreyfus (Mulhouse 1859 – Paris 1935), officier français de la confession israélite, est condamné (à tort) pour espionnage au profit de l'Allemagne. La campagne de révision du procès (1897 – 1899), au cours de laquelle E. Zola publie un violent réquisitoire contre l'état-major (« *J'accuse* », 1898), oppose les Dreyfusards, antimilitaristes groupés autour de la Ligue des droits de l'homme, et les *antidreyfusards*, *antisémites*, ou ultranationalistes, que rassemble la ligue de la patrie française puis le comité de l'Action française. Alfred Dreyfus est gracié en 1899 et réhabilité en 1906.

contre : Un climat social moribond, la chasse de l'homme par l'homme, les mesquineries, la complicité sournoise, le mépris de l'homme par l'homme, le manque de tolérance, l'oubli des valeurs, l'inertie des consciences, les agissements rétrogrades, les outrages, l'insipidité des actes barbares, la montée de la haine, la perte des valeurs.

Ces reproches contre ledit gouvernement sont formulées d'un point de vue du rendu, dans un style qui allie mise en apposition (par l'usage des ",") et l'anaphore³ rhétorique Herschberg (2003, p.42.) « J'accuse ». Cela semble nécessaire pour mieux placer ses idées et captiver l'attention ainsi que les consciences afin d'atteindre le but escompté, face à son auditoire par une communication éminemment pathétique et touchante. N'étant plus en phase avec les membres du conseil, le ministre Zou Loukia va protester violemment mais surtout s'indigner contre cette mesure impopulaire, selon laquelle "Le Crédit a voyage" était sommé de fermer ses portes sans autres formes de procès et sans préavis. Cette situation va être le stimulus déclencheur de sa prise de position en faveur de "l'Escargot entêté" : Le gouvernement en a discuté au conseil des ministres, et certains dirigeants du pays ont réclamé la fermeture et sans condition de l'établissement, mais d'autres s'y sont opposés avec des arguments à peine plus convaincants, du coup le pays a été divisé en deux pour cette petite querelle de lézards Mabanckou (2005, p.17)

Comme dans sa première articulation, le discours du ministre de l'Agriculture du Commerce et des Petites et Moyennes entreprises va être introduit par cette formule d'interpellation : « Mesdames et Messieurs du conseil ». Une démarche en vue d'attirer l'attention de ses collègues. Lesquels semblent à l'en croire, chercher de subterfuges, simplement dans l'objectif de ne plus regarder de plus près les problèmes qui minent réellement la société, et sont notamment légion au "quartier Trois-cents". En créant la polémique autour de la fermeture du bar de "l'Escargot entêté", les membres du conseil paraissent selon le ministre, fuir leurs responsabilités de créer de meilleurs conditions de vie et d'existence pour les habitants de ce quartier. Un lieu en état d'insécurité et de décrépitude avancées. Aussi, renchérit-il : Mesdames et Messieurs du conseil, voyez comment le quartier Trois-cents est devenu une cité sans sommeil, avec un visage de pierre, or cet homme qu'on appelle désormais l'Escargot entêté, en dehors du fait qu'il ait été l'un de mes anciens camarades de classe, très intelligent par railleurs, cet homme qu'on traque aujourd'hui est victime d'une cabale, Mesdames et Messieurs du conseil, concentrons plutôt nos efforts à traquer les vrais bandits, j'accuse donc ceux qui paralysent impunément le

³ Comme on peut le relever avec Anne Herschberg Pierrot : C'est la répétition d'un même mot ou de groupe de mots en tête d'une phrase ou d'un membre de phrase. Elle est à distinguer de l'anaphore grammaticale, qui consiste le plus souvent en la reprise par un terme dit anaphorique (nom, article, adverbe...) d'un élément du contexte antérieur (mot, syntagme ou phrase).

fonctionnement de nos institutions, ceux qui brisent ouvertement la chaîne de solidarité que nous avons hérité de nos ancêtres les bantous, je vous avouerai que le tort de l'Escargot entêté a été d'avoir montré aux autres compatriotes que chacun, à sa manière, pouvait contribuer à la transformation de la nature humaine ainsi que nous l'enseigne le grand Saint-Exupéry dans *Terre des hommes*, c'est pour cela que j'accuse, et j'accusera toujours. (Mabanckou, 2005, p.19.)

Le ministre Zou Loukia prend donc la défense de "L'Escargot entêté", tenancier du bar sommé de fermeture, arguant que ce dernier serait victime d'un ensemble d'intrigues ourdis contre lui et que le gouvernement chercherait des moyens ingénieux d'échapper à la résorption des véritables problèmes qui minent la cité. Aussi, montre-t-il que ce gouvernement devrait plutôt s'attarder à : traquer les vrais bandits, démanteler ceux qui paralysent impunément le fonctionnement des institutions, saisir ceux qui brisent ouvertement la chaîne de solidarité. L'" Escargot entêté" semble être blâmé ici pour avoir voulu prendre son destin entre ses mains, se constituant ainsi pour ses compatriotes en modèle d'exemplarité, et certainement, à sa façon, participer à la « transformation de la nature humaine ainsi que nous l'enseigne le grand Saint-Exupéry dans *Terre des hommes* » (Mabanckou, 2005, p.19). Il persiste donc à dire « [qu'il] accuse, et [qu'il accuse] toujours » (Mabanckou, 2005, p19). C'est en cela qu'il va clore son propos.

L'expression « j'accuse » devrait être entendue comme le fait de se mettre à l'écart, de prendre la mesure par rapport au problème qui se pose, de prendre de la hauteur en vertu de la situation qui prévaut. Tout cela, dans le but de sortir d'une certaine léthargie en vue de résoudre véritablement les problèmes dont sont confrontées les populations au quotidien. Ce discours inscrit dans le roman de Mabanckou, qui participe de l'hybridité de genre, n'est donc pas mémorable uniquement du fait du tôle dont il fut à l'origine, mais encore parce qu'il soulève la problématique de la bonne gouvernance. Or, « le concept de "bonne gouvernance" doit être cerné dans son aspect multidimensionnel qui couvre non seulement les sphères politiques, économiques et juridiques mais aussi le social, le culturel, etc. » (M. Ly Tall et A. Ghebremarien, 2000, p.432). La bonne gouvernance qui reste avec Alain Mabanckou, à envisager et à construire dans une Afrique francophone en général et subsaharienne en particulier dont la mauvaise gouvernance apparaît telle une véritable gangrène. Encore faudrait-il observer trop souvent, que face à la critique montrant les manquements et les carences de l'exercice d'un pouvoir à la peine, l'idée semble généralement pour les gouvernants, de chercher à retourner par le discours, la situation à leur profit, faisant ainsi croire à leur volonté d'apporter des changements substantiels.

1.2. Du retournement de situation à la récupération du débat publique et politique

Le discours du ministre de l'Agriculture va profondément d'abord surprendre, puis indigner et finalement exacerber le président de la République Adrien Loukouta Mingi : Le lendemain de l'intervention du ministre Zou Loukia, le président de la République en personne, Adrien Loukouta Mingi, a piqué une colère [...] et nous avons appris sur radio-trottoir FM que le président Adrien Loukouta Mingi, qui était par railleurs général des armées, manifestait sa jalousie quant à la formule "j'accuse" du ministre de l'Agriculture, en fait le président général des armées aurait voulu que cette formule populaire sorte de sa bouche à lui, il ne comprenait pas que ses conseillers n'avaient pas imaginé une aussi courte formule pourtant efficace sur le terrain alors qu'on faisait dire des formules ampoulées. Mabanckou (2005, p.20)

Le président général des armées s'indigne du fait que la manifestation du génie du ministre Zou Loukia, transparaissant à travers cette formule populaire n'a pas pu venir de ses conseillers. Lesquels auraient pu concevoir par leur faculté créative, une formule aussi succincte qu'efficace sur l'échiquier politique, par opposition aux formules très prétentieuses et sans intérêts dont son cabinet le gavait au quotidien. La stratégie politique d'un point de vue discussif dans *Verre cassé*, est régie par le principe d'attaque/contre-attaque, d'attaque/réaction, d'argument/ contre-argument. Encore faudrait-il admettre qu'« il n'y a pas d'argumentation sans contre-argument » Koren (2002, p.143) D'où ce sentiment de vive colère à l'origine duquel il intime tout son cabinet d'élaborer une formule attrayant par son charme et propre à éveiller l'intérêt de tous, susceptible de rester pour la postérité. De ce fait, il réunira tout son gratin politique pour le sermonner : Vous me servez à quoi dans ce cabinet, hein, est-ce que je vous paye pour venir vous asseoir comme des fainéants ici, hein, autant embaucher comme directeur de cabinet mon chien stupide, bande de bon à rien, et le président Adrien Loukouta Mingi a claqué la porte de son cabinet en criant de nouveau "bande de nègres, plus rien ne sera comme avant dans ce palais, y en a marre d'engraisser des limaces de votre espèce qui me bavent des conneries, vous serez jugé au résultat, et dire que parmi vous y a des énarques et des polytechniciens, mon cul, oui". Mabanckou (2005, p.23)

"Les nègres du président de la République" vont sous l'autorité du "chef des nègres" se lancer dans une quête effrénée consistant à revisiter plusieurs formules qui sont entrées dans la postérité. Finalement vers cinq heures du matin, avant le chant du coq, un conseiller qui « visionnait les documentaires en noir et blanc a fini par trouver une formule historique » (Mabanckou, 2005, p. 30). Au lendemain de cette trouvaille, le président de la République va ainsi prononcer à "midi pile" un discours dans lequel il s'en prend aux rapports hégémoniques qui existent depuis toujours dans les relations entre la France et

l'Afrique, pour en finir avec l'affaire du "Crédit a voyagé" qui depuis lors continue à faire sensation et attiser les foules. Ce qui permet de conclure avec l'affaire du "Crédit à voyagé" : Il a enfin abordé "*l'affaire du Crédit a voyagé*" qui divise le pays, il a vanté l'initiative de l'Escargot entêté, il a promis de lui décerner la légion d'honneur, et il a terminé son discours par les mots qu'il voulait à tout prix laisser à la postérité, on a su que c'était ces mots-là parce qu'il les a répété, à plusieurs reprises, ses bras ouverts comme si il enlaçait une séquoia, et a répété "*je vous ai compris*", sa formule aussi est devenue célèbre dans le pays, et c'est pour ça qu'ici, pour plaisanter, nous autres de la plèbe disons souvent que "*le ministre accuse, le président comprend*" Mabanckou (2005, p.32)

Ce revirement de situation du président de la République en ce qui concerne cette affaire, pourrait faire penser à suffisance qu'il entend redorer son blason. Et ce, afin de regagner la confiance des populations et d'être à nouveau crédible et plébiscité. Encore qu'il prit l'initiative de décerner une médaille d'honneur à l'"Escargot entêté" tenancier du bar dont il entendait réhabiliter. La culture politique, à la suite du ministre de l'Agriculture du Commerce et des Petites et moyennes entreprises, est lisible au lieu où il convient de saisir les enjeux d'une prise de position qui s'arrime à la conjoncture politico-sociale du moment. Elle est également perceptible dans la capacité qu'a l'homme politique de se réajuster au point de se réinventer dans les situations les plus contraignantes en temps de crise ou de conflit afin de faire bouger les lignes. L'action du ministre de l'Agriculture est salutaire vue qu'elle a conduit à la réaction du président de la République au point de forcer à la décision de ce dernier. Décision réhabilitant l'"Escargot entêté".

Il semble bien clair que la stratégie adoptée par le président de la République vise à retourner une situation qui lui paraissait défavorable, à son profit. Un retournement de situation ou de catégorie, par le truchement de la récupération du débat publique tel qu'il est question dans ce point. En répondant au « J'accuse » du ministre de l'Agriculture par « je vous ai compris »⁴ inspiré apparemment du discours du Forum d'Alger de Gaulle (1958), il semble être plus Crédible et rassurant face à ce membre du gouvernement (Le Ministre de l'Agriculture) dont le discours comme nous l'avions vu est largement approuvé par les populations, voire même et dans une certaine mesure, par le premier ministre chef de ce gouvernement. Une récupération politique dont l'intention est très probablement de convaincre ses administrés de la bonne foi d'un président, conscient des manquements de son administration et de son gouvernement mais qui demeure toujours à l'écoute et pleinement disposé à

⁴ Discours du Forum d'Alger, 4 juin 1958. « Dès le vote du projet de loi qui délègue à son Gouvernement la charge de soumettre à l'approbation du peuple français une nouvelle constitution, le général de Gaulle se rend en Algérie du 4 au 7 juin 1958, pour y manifester la restauration du pouvoir de l'Etat. Des diverses allocutions au cours de ce voyage, seule celle du forum d'Alger a été rédigée à l'avance.

répondre à leurs préoccupations respectives. L'inscription du discours politique dans l'œuvre de Mabanckou, avec en arrière fond cette volonté de retrouver de la confiance auprès de ses administrés, à travers l'analyse effectuée ci-dessus, nous conduit à nous interroger cette fois, sur la réception du pouvoir politique dans *Temps de chien* de Patrice Nganang ?

2. Pour une réception du pouvoir politique dans *Temps de chien*

Il faut bien entendre qu'à la suite de la première partie de notre dissertation, il s'agira en second lieu de voir de quelle façon les habitants des sous-quartiers et notamment celui de "Macassar" à Yaoundé au Cameroun, perçoivent le pouvoir politique d'un point de vue de sa gestion de la cité, voire même de la chose publique. Il va sans dire, que la révolte du peuple lancée par les étudiants et soutenue par l'opposition au régime de Paul Biya, ne semble qu'une réponse à l'arbitraire tout comme celui d'un manque de confiance et de crédibilité dont font montrent les autorités politiques.

2.1. Entre résignation et appel à une prise de conscience

Poser le problème de la réception du pouvoir politique, revient pour notre part, à s'interroger sur la problématique de la création d'une « harmonie entre gouvernement et gouvernés et de la gestion consensuelle » Madina Ly Tall & alli (2000, p.432). Or, précisément, Patrice Nganang dans *Temps de chien*, revisite la question de la pratique politique en insistant sur la manière dont l'opinion publique accueille l'exercice habituelle du pouvoir politique. Vue ainsi, la démarche de Nganang se démarque quelque peu de celle de Mabanckou qui fait du débat politique une affaire n'impliquant pas que les seuls acteurs politiques. Nganang nous montre aussi comment la société reçoit la pratique usuelle du pouvoir politique et se positionne par rapport à celui-ci. Le problème de la bonne gouvernance se pose avec acuité et la figure du pouvoir est ici incarnée par Paul Biya. C'est en la personne de "l'Homme en noir noir" qu'il est possible de constater les premières frustrations face à la manière dont le pouvoir politique s'exerce. "L'Homme en noir noir" appelle pour ainsi dire, à la prise de conscience de ses compatriotes qui semblent avoir complètement démissionnés acceptant ainsi par cette attitude de se laisser berner. D'où sa prise de parole très marquée en ces termes : Biya prend tout votre argent, s'en va le cacher en Suisse ; il vous laisse croupir dans le sous-quartier, et vous passez tout votre temps à jacasser, à vous souler la gueule, et à baiser les petites ! Vous attendez le salut qui va vous tomber du ciel, hein ? [...] je ne reconnaissais plus l'homme qui toujours s'était tu et avait écouté les plaintes du sous-quartier [...] Il ne parlait plus simplement à mon maître, mais à la rue devant le bar, mais à tout Madagascar,

et je dirais même : au Cameroun tout entier. Sans exagérer, je dirais qu'il parlait à toutes les contrées les plus insoupçonnées du monde ! Nganang (2003, p.205)

"L'Homme en noir noir" s'attèle pour sa part à susciter un éveil de conscience des habitants du sous-quartier "Madagascar" en vue d'assumer leurs destins au lieu de subir le politique. Il ne s'agit pas de faire dans l'expectative mais plutôt de prendre leurs avenir en mains. Renchérissant son propos, il s'interroge indigné : « Mais bon Dieu, où est passé l'homme en vous ? Je vous le demande à vous tous : où est passé l'homme en vous ? Où est l'homme ? » Nganang (2003, p.206). L'enjeu ici est d'observer la manière dont s'opère la résignation d'une population croupissant dans la misère pendant que le politique s'illustre par le détournement des deniers publics, la mauvaise gouvernance, le mauvais choix des politiques économiques, le népotisme, la gabegie, la corruption, etc.

En invoquant incessamment l'expression « où est passé l'homme en vous ? » « Où est l'homme ? » "L'Homme en noir noir" attend probablement de ses interlocuteurs une réaction qui correspond un tant soit peu à l'ampleur du dénuement dans lequel ils croupissent, et la volonté de sortir de ce cycle infernal. Il s'agit non plus de se résoudre dans cette situation de mal-être, mais plutôt d'envisager des issues de sortie de cette vilénie. "L'Homme en noir noir" cherche certainement à retrouver en ses compatriotes le sens de l'honneur et de la dignité afin qu'ils n'acceptent plus d'abdiquer face à cette carence et cette vie d'expédient dans laquelle les autorités politiques les laissent croupir, sans que cela n'en constitue une gêne en soit. C'est dans cette même veine qu'il faut inscrire le message du "témoin de Jehova", un homme, comme le narrateur le précise bien, à la barbe de Jésus et aux yeux globuleux : Oui, ils foutent notre pays en l'air, dit-il. Ils pillent nos richesses, ils anéminent notre économie, ils tuent notre football ; ils liquident notre bien-être, ils éventrent notre futur, piétinent notre volonté, ils mangent nos rêves, ils trucident notre grandeur, ils écrasent notre intelligence, ils vendent nos enfants en esclavage, et toutes les fois ils nous demandent de ne pas nous occuper de politique. Ils faussent notre passé, ils mentent notre présent, ils suspendent tout ce qui pourraient nous advenir de bien [...] Et vous parlez d'honneur de l'Etat. Nganang (2003, p.290).

De ces propos, il ressort l'urgence d'une réflexion sur le devenir d'une société où les autorités politiques semblent avoir complètement démissionné et se complaisent à se servir de manière abusive des biens et des richesses de l'Etat, sans tenir compte de ce que désire fermement le peuple qu'ils administrent. Aucune politique de formation véritable, aucun projet visant le développement durable, aucune volonté de faire avancer les choses au profit du plus grand nombre. C'est pour ainsi dire une société prise au piège par des politiciens avides de cupidité et qui paraissent avoir perdu tout sens de l'imagination tout en manquant absolument d'humanité. Comment entrevoir dans ce cas précis, les

conditions d'une gestion saine, efficiente et consensuelle des affaires de l'Etat face à la corruption qui gangrène au sommet de celui-ci ? La bonne gouvernance semble avoir pour objet selon Patrice Nganang de gommer cet arbitraire. C'est justement cela qui est ici fustigé par ce "témoin de Jehova" : Ils nous affament, ils nous soldent, ils nous soufflent notre vie, ils nous tétanisent le corps, ils nous mangent notre ombre, et nous disons que c'est le sort, que c'est la famla, que c'est la crise, que c'est la colonisation, que se sont les blancs, que c'est la détérioration des termes de l'échange, que c'est la mal chance, que c'est la malédiction de *Cham* ! Alors que ce sont ces imbéciles, oui alors que c'est eux seuls les véritables responsables de notre décadence ! (Nganang, 2003, pp.290-291)

Nous percevons à travers ces propos l'idée d'un pouvoir politique qui, de façon délibérée et sans que cela ne l'en émeuve, se refuse de créer pour les populations les conditions d'un bien-être social et d'existence tout à fait paisible. Par sa prise de position, son regard critique avisé, le "témoin de Jehova" appelle très probablement à un peu plus de vigilance, de lucidité de la part des habitants du sous-quartier. Point n'est besoin de chercher de subterfuges pour justifier un pouvoir qui n'assume pas ses responsabilités. La preuve, c'est qu'en prenant position, le "témoin de Jehova" s'insurge contre les arguments avancés par la classe politique dirigeante qu'il juge de fallacieux. Une classe dirigeante qui s'illustre par un raisonnement spécieux avec pour témoin des actes de violence et de barbarie. Cette insensibilité notoire des pouvoirs publics entrainera une situation de ras le bol. Situation conduisant elle-même à un éveil de conscience de la part des populations.

2.2. De la situation de ras-le-bol à l'éveil de conscience

Les premières manifestations d'un ras-le-bol subséquent à cet appel à la vigilance et à la lucidité, vont se signaler en milieu étudiantin. Une information d'un mouvement d'humeur dont "Docta" en fera part aux fidèles clients du bar "Le Client est Roi". Suite à cette prise de position, il y eu une répression sanglante commanditée par les autorités politiques en place qui entrainera la mort de "Takou", un enfant de "Madagascar" : C'est des pleurs stridents des femmes, c'étaient des grognements des hommes, c'étaient des décisions de vengeance, c'étaient des malédictions du pouvoir, c'étaient des étonnement d'enfants, c'étaient des sursauts de poules, c'étaient des miaulements de chat, c'étaient des hochements de têtes de margouillats, mais c'étaient aussi des aboiements des chiens [...] à l'envoi du convoi de l'enfant mort. [...] Notre marche n'arrive pas loin. Sa répression fut épouvantable. La police ne nous dispersa pas seulement avec son hélicoptère bruyant. Elle tira également sur nous de bouquets de fumée qui nous faisaient tousser et qui arrachaient le sol des pieds. (Nganang, 2003, pp.353-354)

Les forces de l'ordre, sous injonction des autorités politiques et de tutelle vont sombrer dans une violence meurtrière sans précédent face à des manifestants déchainés. La répression sanglante apparaît comme la seule arme d'un pouvoir complètement dépassé par la grogne d'une population qui réclame justice, en vue de la restauration de l'être dans sa dignité, mais aussi les réformes et les changements qu'elle attend depuis belle lurette. Le pouvoir emploie la manière forte en envoyant des forces de l'ordre sans scrupule. Lesquelles n'hésitent pas de tirer sur les manifestants, causant ainsi un véritable carnage. C'est pour cette raison semble-t-il que : la colère de Madagascar n'était que petit doigt de vague dans une main de rage beaucoup plus grande. Ce n'était pas seulement Takou qui avait été tué ainsi, silencieux en pleine rue pour avoir trop parlé. J'appris que les étudiants avaient été fusillés, que des sauveteurs avaient été écrasés, que de nombreux manifestants criant leur rage dans les rues étaient tombés dans les banderoles de leurs revendications devenues linceuls. (Nganang, 2003, p.362)

La réaction des forces de l'ordre paraît donc disproportionnée par rapport à l'exaspération d'une population désireuse de meilleures conditions d'existence ainsi que d'une qualité de vie beaucoup plus lumineuse. Patrice Nganang nous amène très certainement, à nous interroger sur l'état de droit au sien d'un pays comme le Cameroun. Pays dans lequel les forces de défense en général, et de police en particulier, devraient assurer la sécurité des biens et des personnes. Aussi s'indigne-t-il davantage du fait que l'on soit parvenu à une violence aussi extrême qu'outrancière. Le mécontentement de la population va s'accroître et se généraliser, avec l'opposition qui lancera une suite d'opérations pour, au final, demander le départ de Paul Biya incarnant ici la figure du dictateur : L'opposition avait d'abord lancé une opération ville morte, et puis enfin une opération pays mort. Elle voulait par-là obliger Paul Biya à écouter la voix des sous-quartiers, à entendre la parole conclusive des rues et, au cas où il serait vraiment sourd devant le beuglement des trucidés, le pousser à déposer le pouvoir pour raison de déficience physique chronique, ou alors simplement pour raison trop évidente de sécurité [...] Je sentais soudain l'avenir défier le président et plusieurs fois une phrase identique explosait devant les portes : "carton rouge" une phrase mille fois, un million de fois répétée [...] une phrase récalcitrante devant l'assaut rampant de la mort, une phrase-marteau des rues bruyantes : BIYA MUST GO ! (Nganang, 2003, pp.363-365)

L'opération ville morte, puis pays mort envisageait de faire infléchir le pouvoir politique de sorte que ce dernier prenne en compte le cahier de charges des manifestants du sous-quartier. La demande de départ du président de la République ne devait intervenir que dans le cadre extrême. Mais face à une foule très active et plus que décidée à en découdre, il n'y avait que pour seule alternative ce départ *hic et nunc*. D'où l'impérieux espoir qui repose sur ce départ

du "lion fou". C'est d'ailleurs pourquoi l'on observe que la foule ne marchait « plus pour faire renaître l'enfant d'autrui, mais avant tout : pour chasser le lion fou. » (P. Nganang, 2003, p.366) La formule innovante est celle de la prise de conscience d'une population du sous-quartier longtemps restée passive, à travers ce soulèvement populaire qui est plutôt la matérialisation soutenue d'un engagement souverain et citoyen.

L'opposition, en tant que contrepouvoir, semble se poser comme une force de proposition et d'action qui entend faire courber l'échine et forcer à la décision. Une opposition souveraine dont l'intention est de ne plus concevoir l'arbitraire et laisser la classe politique dirigeante agir en toute impunité. Une opposition porteuse d'idées qui n'a pas l'ambition de se dérober de sa responsabilité et, apparemment, celle de s'insurger contre cette violence policière et meurtrière. Le moins que l'on puisse observer, est que les forces de police ne sont pas allées de main morte pour réprimer des manifestants pourtant demandeurs de justice et d'équité. Une opposition qui tel que l'affirme Aimé Césaire dans son célèbre *Cahier d'un retour au pays natal*, se présente comme : « la bouche des malheurs qui n'ont point de bouche [...] la liberté de [ceux] qui s'affaissent au cahot du désespoir. » (Césaire, 1983, p.22) Des forces de l'opposition, en contradiction avec le gouvernement, et se faisant l'exemple du poète martiniquais en son temps, la voix et les portes étendards par ces mouvements d'humeurs dont la grève générale sur toute l'étendue du territoire, apparaît comme un moyen de pression, une force de persuasion face aux autorités politiques en place. En s'opposant à l'arbitraire, l'opposition joue-t-elle sur sa capacité à mobiliser et certainement à galvaniser afin d'atteindre le graal. L'on parlera d'une opposition souveraine qui demeure attachée aux valeurs républicaines.

Conclusion

Tout bien considéré, l'analyse du discours ci-dessus entreprise a pu montrer que la gestion de la chose publique lorsqu'elle n'est pas de rigueur, peut conduire à une forme de rupture au sein d'une même équipe gouvernementale où les membres sont tenus d'ordinaire, d'afficher une certaine forme de solidarité. Le plus important nous-a-il semblé est de saisir la nécessité de faire preuve de dignité, de manière à agir en toute liberté, en connaissance de cause et en toute objectivité. Un acte tout à fait républicain qui requiert beaucoup de cran, car le refus de faire bloc et se taire devant l'arbitraire quoiqu'il en coûte, et en pareille circonstance, peut être lourd de conséquence pour celui qui semble officialiser sa position critique. Il a convenu également de relever la situation de ras-le-bol d'une certaine frange de la population, comptant parmi les plus défavorisées, face aux pouvoirs publics qui ne parviennent plus à combler leurs attentes, et dont la répression meurtrière semble la seule alternative. Force a donc

été de constater l'engagement d'une population pourtant excédée et exaspérée, mais fortement déterminée à demander justice et réparation. Il reste cependant à s'interroger sur la légitimité d'un pouvoir qui paraît, à cause de ses agissements barbares et rétrogrades, avoir perdu toute forme de crédibilité.

Références bibliographiques

- Amossy (R), 2000, *L'Argumentation dans le discours*, Nathan Université.
- Cesaire (A), 1983, *Cahier d'un retour au pays natal*, Présence Africaine.
- De Gaulle (C), 1958, *Discours du Forum d'Alger* [en ligne 2017] <https://www.charles-de-Gaule.org> (consulté le 11.05.2022).
- Fairclough (N), 1992/2001, *Discourse and social change*, Polity Press.
- Herschberg (A-P), 2003, *Stylistique de la prose*, Paris, éd Belin.
- Kalulu Bisanswa Justin, 2006, « La traversée du métatexte dans l'œuvre romanesque de Valentin-Yves Mudimbe » in *Tangente. Savoir et poésie du roman francophone*, Numéro préparé par Justin Bisanswa et Kasereka Kavwahirehi, Université du Québec à Rimouski, Université du Québec à Trois-Rivières, automne, 75-102.
- Koren Roselyne, 2002, « Ruth Amossy, L'argumentation dans le discours, Nathan Université, 2000, 247p. », in *Mot. Les langages du politique* [En ligne], 68/2002, mis en ligne le 30 avril 2008, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mots/7263> ; DOI : <https://doi.org/104000/mots.7263>
- Mabanckou (A), 2005, *Verre cassé*, Paris, Seuil, janvier. (Prix des cinq continents de la francophonie, Prix ouest-France/Etonnant voyageur, Prix RFO du livre)
- Madina Ly Tall, Ahanom Ghebremarien, Soulemane Sako, février 2000, 19-23 février, « Rapport de la commission N°3 » in *Bilan des Conférences nationales et autres processus de transition démocratique. Conférence régionale africaine préparatoire à la IVème Conférences mondiale sur la démocratie nouvelle et retrouvées*, Cotonou Bénin, Agence Internationale de la Francophonie, 19-23, 411-423.
- Maingueneau (D), 2014, *L'Analyse du discours*, Paris, Arman Colin, Collection ICOM.
- Mwatha Musandji Ngalasso, 2008, « Je suis venu vous dire... Anatomie d'un discours néocolonial en langue de caoutchouc » in *L'Afrique répond à Sarkozy*, sous la direction de Makhily Gassama, Paris, Philippe Rey, 2008, 297-340p
- Nganang (P), 2001, 2003, *Temps de chien*, Le Serpent à Plumes, Coll. « Motif », 2001, 2003. (Prix littéraire Youcenar, 2011 et Grand prix de l'Atlantique 2003).

Pêcheu (M), 1969, *Analyse automatique de discours*, Paris, Dumond.

Pirssens (M), 1990, *Savoirs à l'œuvre, Essai d'épistémocritique*, Paris, PUL.